

Zeitschrift: Fachblatt für schweizerisches Anstaltswesen = Revue suisse des établissements hospitaliers
Band: 16 (1945)
Heft: 1

Artikel: Le problème des établissements pour la jeunesse = Das Problem der Jugendanstalten
Autor: B.K. / F.O.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-806060>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 08.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Es ist deshalb an ihm, als dem Ersatz und dem Stellvertreter der Vater-Imago, das Gefühl aufrechtzuerhalten, er liebe alle Schüler „gleichmäßig und gerecht“. Diese Gefühlsbeziehung ist laut Freud unbedingt nötig zur Konstituierung und Erhaltung einer Gemeinschaft durch ihren Führer.

Einzelkind und Gemeinschaft sind bewegt vom heftigen Wunsch nach Identifizierung mit dem eigenen, in die Zukunft projizierten Ideal-Ich, dessen nahe oder völlige Erfüllung sie im Lehrer verkörpert sehen oder in ihm phantasieren. Er muß den Schülern zugleich nah und fern sein.

Er ist nicht das Ideal selbst (oder er ist es nur in der Phantasie der Gemeinschaft), aber auf alle Fälle kommt ihm die Rolle des Mittlers zum Ideale zu. Er muß der Anwalt des Ideals sein, streng in der Aufrechterhaltung der Forderungen des Ideals und milde in der Beurteilung all der kindlichen Fehler, die entstehen aus der Diskrepanz zwischen Ideal und kindlicher Unvollkommenheit. Ihm kommt vornehmlich die Aufgabe zu, die Kommunikation zwischen dem kindlichen Trieb-Ich und dem Ich-Ideal aufrechtzuerhalten, gleichsam als Vermittler zwischen entgegengesetzten Mächten.

Um seine Rolle spielen zu können, muß er vor allem keine Angst empfinden vor der kindlichen Triebwelt. Das vermag er nur dann, wenn er ihr sachlich gegenübersteht. Er tut dies, falls er selber möglichst vollständig mit seiner eigenen Infantilität fertig geworden ist, und wenn seine Kräfte aus einem gesunden seelischen Gleichgewicht wirken. Die triebmäßig bedingten „Fehler“ der Kinder dürfen keine latenten eigenen Triebwünsche im Lehrer aktivieren, gegen die er Reaktionsbildungen mobilisieren muß und deretwegen er den Zöglingen gegenüber so reagiert, als bekämpfe er an ihnen seine eigene Unzulänglichkeit, darin besteht die Unsachlichkeit, das Persönliche der Lehrer-Reaktionen. An ihrer Wurzel liegt die Angst vor der eigenen Regression ins Infantile.

Der Lehrer, der den Schülern gegenüber die Haltung einnimmt, die wir als „Führung“ bezeichnet haben, schafft aus der bunt zusammengewürfelten Schülerschar seiner Klasse notwendigerweise eine Gemeinschaft. In der Folge ergeben sich bald drei sehr wertvolle Nebenwirkungen:

1. zeigt sich, daß Schüler unter solchen Verhältnissen leichter und besser lernen, weil sie alles eher verstehen und besser Gemeinschaftsgefühl, das sie gleichsam „trägt“, macht sie aufnahmefähiger. Es ist so, als ob zu den gewöhnlichen Kommunikationsmitteln, die dem Aneignen von Wissensstoff dienen, noch andere hinzukämen, die durch das besondere seelische Verhältnis zum Lehrer bedingt sind;

2. erübrigt sich das Problem „Lohn und Strafe“, das früher eine so außerordentlich wichtige Rolle in der Pädagogik und deren Literatur einnahm. Der Lehrer kommt sozusagen ohne jede Strafmaßnahme aus, weil die Arbeit gern getan wird, und sie ist es, die Disziplin hält, und weil der „Lohn“ in der Arbeit selber liegt, in der Lust daran, im schöpferischen Vorgang dabei;

3. wirkt sich die glückliche Allgemeinhaltung des Lehrers auch auf die weitere Umgebung aus. Die Eltern und Schulbehörden fühlen, auch wenn sie nicht durch theoretische Erörterungen über die pädagogische Einstellung des Lehrers belehrt worden sind, Zutrauen; deshalb sind sie gewillt, auf alle seine Forderungen mit Wohlwollen einzugehen, und es wird ihm leicht gemacht, alle Mittel bewilligt zu erhalten, die er als notwendig erachtet. Weil er anpassungsfähig ist (da ihn keinerlei Angst lenkt und hindert), weiß er, was er in gegebenen Verhältnissen verlangen darf, und er weiß auch um die Form, wie er es verlangen muß, um Erfolg zu haben. Seine besten Anwälte sind die Schüler, die für ihn, bzw. für seine Ansichten werben.

Le problème des établissements pour la jeunesse

Le rapport suivant a été présenté au congrès Pro Juventute consacré aux établissements hospitaliers qui s'est tenu à Zurich les 24 et 25 novembre 1944; nous en reproduisons le texte tel qu'il a paru dans le „Tagesanzeiger“ de Zurich. Les considérations critiques de l'auteur, M. B. K., sont d'autant plus intéressantes qu'elles se distancent nettement d'une certaine presse avide de sensation et dont les effets sont souvent destructifs.

F. O.

1. La situation.

Il y a quelques mois, il a été publié des rapports sensationnels sur la situation intenable régnant soi-disant dans nos établissements hospitaliers destinés à la jeunesse, et à tout le moins un exemple éveilla l'attention du public et eut pour conséquence de faire réclamer des réformes immédiates; dès ce moment, tout le monde le savait: une crise sévit dans nos établissements hospitaliers! Or, non pas seulement depuis des mois, mais depuis des années, voire des dizaines d'années, des directeurs d'établissements cons-

cients de leurs devoirs ont fait des efforts désespérés pour prendre contact avec le grand public; au milieu de l'excitation générale, l'on s'en est à peine rendu compte. Plus de 500 directeurs et directrices d'établissements, gérants, protecteurs et représentants des autorités officielles ont pris part au congrès organisé par Pro Juventute en vue de discuter le problème des établissements hospitaliers; ainsi que l'a déclaré dans son allocution d'ouverture M. le prof. Hanselmann, qui a dirigé les délibérations, une participation aussi nombreuse prouve combien cette réunion était nécessaire.

La nature, le sens et le but des établissements pour la jeunesse.

Le premier rapporteur, M. E. Müller, directeur du Landheim Erlenhof près Reinach, a parlé en toute connaissance de cause de la nature, du sens et du but des établissements hospitaliers des-

tinés à la jeunesse, et il a rappelé que le développement historique a eu pour conséquence que ces établissements sont, d'une manière générale, restés en arrière du standard de vie du reste de la population; il a démontré que le principe selon lequel il faut se suffire à soi-même est peu à peu devenu funeste à nos établissements, parce qu'il n'est plus possible, en ce vingtième siècle d'élever et d'éduquer des enfants qui, tôt ou tard, reprendront leur place dans le „monde libre”, selon les principes puritains périmés du début du dix-neuvième siècle; il a insisté sur le fait que l'on ne saurait se passer d'exhortations et d'avertissements tels ceux qui s'exprimèrent notamment par la bouche de C. A. Loosli; tout cela prouve à l'évidence que dans les milieux des établissements hospitaliers, l'on ne s'abandonne pas à un conservatisme borné, mais que tout au contraire l'on s'efforce de créer une situation en rapport avec les exigences de notre temps.

Quels sont les enfants qui peuplent nos établissements? Dans la plupart des cas, il s'agit d'enfants subissant les conséquences de tares héréditaires ou ayant vécu dans des milieux laissant plus ou moins à désirer, d'enfants qui, précisément pendant les années décisives, furent livrés à des éducateurs incapables. Ainsi donc, quelle est la situation actuelle? Presque régulièrement, l'on se rend compte trop tard que l'enfant est menacé, c'est-à-dire lorsqu'il a atteint l'âge de scolarité, ou bien à l'occasion d'un divorce, après seulement que les circonstances intenablement au milieu desquelles il vit se sont ouvertement manifestées; avant de confier l'enfant à un établissement, on l'envoie dans une classe spéciale, on la place dans une famille, et lorsque enfin il entre dans un établissement, son cœur est déjà rempli d'amertume à l'égard de ce dernier. En d'autres termes, l'enfant se trouve dès le début dans une situation psychologique extrêmement pénible, et quant à ceux qui vont être chargés de son éducation, ils sont placés devant une tâche doublement difficile.

Qu'en est-il des directeurs d'établissements?

Qu'en est-il de la direction des établissements et, pour commencer par le haut de l'échelle, des directeurs eux-mêmes, ces „rois sans couronne” ainsi que les appelle M. Müller? Ils ne sont pas responsables seulement comme éducateurs, l'on réclame d'eux une gérance irréprochable; bref, ils ont à faire face à des tâches si diverses que seules des „personnalités autoritaires” sont vraiment à la hauteur des circonstances. Dans ces conditions, — c'est toujours M. Müller qui parle, — la distance à parcourir entre le gérant sage et le dictateur tout court est d'une brièveté inquiétante. Le directeur n'a à sa disposition que des moyens limités, l'on réclame de lui une autorité de tous les instants et en même temps il faut qu'il examine ses propres actes sous un angle critique. Il n'a pas d'appartement séparé, mais vit cependant dans un état d'isolement qui paraît incroyable aux gens de l'extérieur, son traitement est toujours modeste, et quant à ses vacances, elles sont insuffisantes. L'amélioration de notre

situation financière et des conditions générales dans lesquelles les directeurs d'établissements sont appelés à vivre profite aux enfants eux-mêmes, a déclaré M. Müller, et ici, chacun doit lui donner raison. Tout le monde a compris naguère que nos instituteurs primaires devaient recevoir un traitement convenable et avaient besoin de plus longues vacances que ce n'est le cas en général, étant donné que la conduite quotidienne de classes comptant 20, 30 et 40 écoliers normaux représente un effort tout à fait considérable; de même, les directeurs d'établissements, qui, à l'heure qu'il est, ne savent pas ce que sont de véritables vacances, c'est-à-dire des vacances passées en famille, devraient avoir de toutes autres possibilités de détente, il faudrait leur fournir l'occasion d'enrichir leurs expériences, de discuter entre eux; actuellement, ils se trouvent dans une situation financière laissant beaucoup à désirer, ils sont accablés de travail, et seuls des caractères exceptionnels et des hommes de hautes capacités sont en mesure d'assumer les lourdes responsabilités qui leur incombent. Contact avec le monde extérieur, éloignement momentané de l'établissement, cours en dehors de ce dernier à l'intention des directeurs et du personnel... cela va de soi! Peut-être. N'empêche que, jusqu'ici, il ne s'est agi que d'un beau rêve!

Les établissements devraient être des homes!

Trop souvent, hélas! ce sont de véritables prisons pour la jeunesse, car il leur manque l'espace indispensable, les chambres confortables, les moyens d'instruction, les installations hygiéniques! „L'ordre n'est qu'un élément de l'éducation; lorsqu'il devient un but par lui-même, il peut entraîner de graves dangers; d'un autre côté, l'on présente volontiers le home trop confortable comme un épouvantail, parce qu'une fois qu'ils l'auront quitté, les enfants risquent de se trouver dans une situation moins favorisée; inutile de dire que ces craintes sont illusoire.” A ce propos, M. Müller rappelle avec infiniment de raison que des gens appartenant aux classes aisées et se trouvant tout à coup placés en face du néant réagissent en général d'une manière beaucoup plus positive que d'autres personnes; quant aux exploitations agricoles qui, dans la majorité des cas, ont été adjointes aux établissements, elles sont susceptibles de rendre de grands services au point de vue économique et pédagogique; elles deviennent dangereuses dès qu'elles ne sont plus un moyen, mais un but! Les enfants d'autres parents ne doivent pas se subvenir à eux-mêmes; de même, les enfants vivant dans des établissements hospitaliers ont le droit d'exiger qu'ils soient entretenus; lorsque des établissements sont organisés de manière à vivre de leurs propres ressources ou même sur une base de rentabilité, cela doit forcément mal finir. M. Müller avait une raison très sérieuse — il en est encore d'autres — d'exiger pour les enfants des établissements des moyens d'éducation plus abondants. „Ce que nous voulons, dit-il, c'est l'amélioration de notre capacité de travail. Qu'on nous

donne les moyens de développer, d'édifier et d'établir sur des bases solides la position d'êtres dont l'existence est menacée!"

Et ici, que l'on nous permette de formuler quelques observations personnelles. En résumé, voici la situation telle qu'elle se présente à en juger par ce que nous avons entendu pendant le congrès Pro Juventute: Pour l'éducation des enfants hospitalisés dans nos établissements, et qui, dans la plupart des cas, sont sans leur faute des êtres désavantagés, négligés et victimes de tares héréditaires parfois très graves, il nous faudrait une véritable élite de pédagogues et surtout des établissements sains et solidement fondés au point de vue économique. Malgré toutes les bonnes volontés et les efforts les plus sincères, ce que nous possédons n'est pas toujours engageant; une amélioration ne sera possible que si le grand public accomplit moralement les mêmes efforts que ceux qu'il déploya par exemple lorsqu'il s'agit d'élever le niveau des écoles publiques; à part cela, il faut que le public soit disposé à prendre à sa charge une partie des sacrifices financiers, ainsi qu'il le fit dans la lutte contre la tuberculose et les épizooties.

2. Les établissements et le public.

L'exposé de M. Müller a jeté une certaine lumière sur la carence du public en matière de financement des établissements hospitaliers; quant au rapport présenté par M. le **prof. Hanselmann**, et dont l'objet était la critique des critiques formulées à l'égard des établissements, il a convaincu d'une chose: à savoir que le public doit être tenu davantage au courant de la vie des établissements hospitaliers. C'est pourquoi M. Hanselmann demande qu'il y ait contact plus suivi entre les établissements et le public. Les enfants élevés dans des établissements peuvent être dangereux comme "témoins", leurs déclarations obtenues par le moyen de questions à effet de suggestion impliquent certains périls, et cependant, nul ne saurait contester aux enfants le droit de parler de leur vie et de se faire entendre. Avant tout, M. Hanselmann, se rappelant les critiques injustes formulées à l'égard des établissements sur la foi de déclarations obtenues des enfants par la ruse, engage vivement les directeurs à fournir aux enfants la possibilité de s'exprimer librement sans l'intervention d'aucune instance extérieure. „Evidemment, déclare M. Hanselmann, le directeur peut devenir la victime de sa dictature autoritaire, il risque de se complaire dans un sentiment de propre justice, et alors il lui devient de plus en plus difficile de se soumettre lui-même à critique. Or, il a besoin de critique, il faut qu'il soit critiqué par des collègues et même par son personnel!" Somme toute, qu'en est-il des commissions de surveillance? Ainsi que l'a déclaré M. Hanselmann, ce sont précisément les directeurs les moins bien disposés qui parviennent le mieux à s'entendre avec ces commissions. De braves gens, dit-il, mais qui n'y entendent rien. Dure vérité? Peut-être. Mais c'est une vérité salutaire. M. Hanselmann ajoute qu'il est d'usage d'offrir à ces commissions un

abondant repas, au lieu de les mettre à table à côté des éducateurs et des enfants pour qu'elles puissent une bonne fois se rendre compte de la véritable situation, devant des couverts insuffisants et des assiettes de fer-blanc; ce faisant, M. Hanselmann attire l'attention sur un abus qui sévit probablement ailleurs que dans nos seuls établissements.

Pour éduquer, il faut de l'argent!

Tout comme M. Müller, M. Hanselmann en vient à dire: L'éducation coûte de l'argent! „Il ne viendrait à l'idée d'aucun père de famille d'exiger des enfants qu'ils entretiennent la famille, déclare M. Hanselmann, et cependant, il se trouve toujours, dans les commissions, des membres pour affirmer que les enfants devraient travailler davantage, qu'il faudrait réaliser de plus fortes économies et qu'une chemise fraîche tous les 15 jours suffit aussi!" Nous autres privilégiés, dont les enfants ne sont pas élevés dans un établissement public, nous ne devrions jamais l'oublier (et ce fut là l'une des idées dominantes du congrès): „Nous devrions également accorder aux enfants des établissements ce que nous trouvons naturel pour nos propres enfants. Car, dans la plupart des cas, les enfants des établissements sont désavantagés et somme toute, il faudrait leur donner davantage que ce que reçoivent nos propres enfants!" Dans la suite, M. Hanselmann, invoquant le contrôle insuffisant auquel se livrent trop souvent les commissions, propose que l'on institue un véritable **Inspectorat professionnel**, composé non pas de vieilles dames et de vieux messieurs fatigués, parfaitement honnêtes tout en manquant de l'expérience la plus élémentaire et travaillant à titre honorifique, mais de spécialistes devant tout leur temps à leur occupation de contrôle; et dans le cas particulier, l'orateur pouvait citer un exemple décisif: les commissaires-vérificateurs! En affaires, l'on a pris l'habitude de confier l'examen des livres à des contrôleurs professionnels. Pourquoi n'en serait-il pas de même dans les établissements hospitaliers? Le contrôle serait assumé par des personnes parfaitement au courant de la matière; celles-ci ne se contenteraient pas de faire ici et là une courte apparition et de procéder à un examen superficiel, elles resteraient sur place des journées durant, elles travailleraient avec les enfants, elles joueraient et prendraient leurs repas avec eux, s'entretiendraient avec les maîtres, le personnel et la direction!

La voix d'une femme.

Après ces considérations exprimées par la bouche d'un homme très au courant des dangers de la vie d'établissement, il a été particulièrement réconfortant d'entendre une femme qui, du fait de son activité de plusieurs dizaines d'années comme directrice de l'Orphelinat de Schaffhouse, a fait ressortir le rôle joué par les femmes dans les établissements — pour les enfants, ce rôle est d'une signification primordiale. Il nous est malheureusement impossible de citer entièrement le rapport de Mme **Mina Schmutz-Keller**. Qu'il nous suffise d'en rappeler

les idées maîtresses. Dans toute famille, il faut un père et une mère; il en est de même des établissements. Car, dans les établissements hospitaliers, les enfants veulent, eux aussi, avoir leur „vie de famille”, une chambre dans laquelle ils puissent entrer quand bon leur semble et sans avoir à le demander, la possibilité de s'entretenir à n'importe quel moment avec la directrice; si l'on veut éduquer, il faut commencer par éveiller chez l'enfant le sentiment qu'il est entouré d'affection et qu'il peut aimer, lui aussi. Mais nos établissements ont besoin de personnalités exceptionnelles, telles qu'elles se rencontrent rarement et qu'il est fort difficile d'en trouver, aussi longtemps tout au moins que la carrière de directeur d'établissement continuera à être aussi peu payée; et cependant, ainsi que l'a exposé Mme Schmutz-Keller, ce que l'on exige de toute directrice, c'est d'être en mesure de contrôler le baromètre de l'âme des enfants! Il ne s'agit donc pas d'imposer le respect aux enfants, mais de se gagner ce respect! Mme Schmutz-Keller se fait une très haute idée du rôle de la femme dans l'éducation des enfants, preuve en soit le passage suivant de son exposé: „De ces enfants, nous devons faire des êtres humains capables même de comprendre leurs parents qui, pourtant, les ont mal élevés!” Il arrive trop fréquemment, hélas! que le ressentiment que les enfants élevés dans des établissements nourrissent à l'égard de leurs parents se reporte sur toute la société humaine; et alors, l'on voit apparaître cette mentalité propre à tant d'enfants élevés dans des établissements hospitaliers, mentalité qui en fait des opposants irréductibles et souvent assoiffés de vengeance contre tout le monde!

Les principes qui doivent être à la base de la réorganisation des établissements hospitaliers.

A son tour, M. le Dr Siegfried, du Secrétariat central de Pro Juventute, s'est occupé des principes qui doivent être à la base de la réorganisation des établissements hospitaliers; malgré leur caractère essentiellement technique, il vaut la peine de s'y arrêter un instant. Pour commencer, M. le Dr Siegfried établit une fois pour toutes que les instituts hospitaliers ne sont pas un mal comme tels, et ils ne sont pas davantage un mal nécessaire: ils représentent tout simplement une exigence de notre temps, et cette exigence, nous ne saurions l'éviter. Personne ne songerait à contester l'utilité d'asiles pour sourds-muets; la discussion commence au moment où l'on se pose la question de savoir si les enfants dont l'éducation est difficile doivent être confiés à des établissements. Il est incontestable que l'éducation de beaucoup d'enfants se trouve compliquée du fait que ceux-ci ont vécu au milieu de parents incapables; mais à part cela, il existe de nombreux enfants dont on ne réussit pas à faire façon, ni à la maison, ni à l'école. Non seulement les véritables orphelins — dans les orphelinats, ils représentent tout au plus 30% —, mais encore les enfants faiblement doués ont en partie leur place marquée dans les établissements. Dans ces condi-

tions, il est indispensable de procéder à une différenciation plus nette entre les divers établissements. Il est absolument nécessaire avant tout de classer les établissements en trois catégories: homes de transition, dans lesquels les enfants sont observés et jugés, établissements proprement dits, colonies d'externes. Mais ici encore, la première question qui se posait, c'était le financement; il est évident que si la direction ne peut se consacrer entièrement aux enfants, parce qu'elle est obligée dans une mesure encore plus grande de se préoccuper de l'aspect financier du problème, tout l'„élan” se perd. Au cours de ces dernières années, l'on a fait beaucoup pour le développement des établissements, et cependant, l'on a fait très peu en faveur des instituts dans lesquels une somme de fr. 30.— à fr. 35.— doit suffire à l'entretien de chaque enfant. Si incroyable que cela paraisse, l'orateur constate que jusqu'ici, l'on n'a même pas pris la peine de trouver une réponse à la question suivante:

Que coûte un enfant?

De toute façon, personne ne sait ce qu'il faut, d'une manière générale, calculer pour l'entretien d'un enfant. Tout comme il invita naguère les établissements à examiner la question de la dépense effectuée pour chaque enfant, M. le Dr Siegfried demanda avec non moins de raison aux autorités scolaires compétentes de réclamer à tout le moins à l'Etat communication de la dépense annuelle faite pour chaque écolier des classes primaires. En même temps, l'on réclamait de l'Etat qu'il se décide enfin à fixer des taux d'entretien obligatoires, afin que les „soi-disant protecteurs” ne soient plus obligés, au moment de choisir l'établissement, de se baser sur des considérations de prix, mais qu'ils puissent s'inspirer uniquement des capacités de l'enfant; à part cela, M. le Dr Siegfried réclamait une augmentation du traitement des directeurs. Et nous posons cette question au public: „Savez-vous que les instituteurs d'établissements ont un traitement inférieur à celui des autres instituteurs et qu'ils ont moins de vacances?”

Vous rendez-vous compte que ces instituteurs, auxquels nous confions précisément nos enfants les plus difficiles à éduquer, considèrent, à moins d'être de véritables idéalistes, leurs postes comme un pis-aller?

La place nous manque pour entrer dans tous les détails de ce rapport et des points qui furent abordés au cours de la discussion: le mal causé par la méfiance que l'on éprouve à l'égard des enfants élevés dans des établissements, les conséquences déplorables du manque de contact entre les enfants et le monde extérieur, la question des vacances à accorder aux enfants. Dans toute famille saine, les soucis et les préoccupations ne manquent pas; à plus forte raison se font-ils sentir dans les établissements hospitaliers! „Les établissements ne sont pas un mal le mal, c'est que tant d'enfants ne peuvent vivre dans leur famille”, dit le rapporteur en terminant. „Nous devons encourager la famille, nous

devons obtenir des salaires plus équitables, même en temps de paix nous devrions pouvoir disposer d'une sorte de caisse de compensation pour perte de salaire afin que pères et mères ne soient plus obligés de tirer profit de toute possibilité de gain, ce qui ne leur permet pas de vouer à l'éducation de leurs enfants toute l'attention désirable. Et, avant toute chose, nous devons nous attacher à l'amélioration de nos établissements, de manière que le malheur de n'avoir pas de famille ne dégénère pas en catastrophe."

3. Postulats et résultats.

Si nous voulions nous arrêter aux nombreuses et parfois très intéressantes suggestions et opinions formulées par les directeurs d'établissements, le personnel et les protecteurs, nous manquerions de place pour exposer le résultat des délibérations, alors même que, pour le moment, l'assemblée ait décidé de faire abstraction de toute résolution. Nous n'en désirons pas moins reproduire en raccourci les 10 propositions présentées par M. le **prof. Hanselmann**, lesquelles doivent donner à réfléchir. Voici quelles sont ces propositions:

1. Les établissements hospitaliers de la Suisse sont, le sachant et le voulant, au service de l'encouragement de la prospérité publique. C'est pourquoi le public a le droit de formuler des critiques constructives et le devoir de soutenir le financement destiné à une meilleure organisation des homes d'éducation, conformément aux progrès réalisés dans le domaine de la science pédagogique curative, la prévoyance sociale et la médecine. Les maisons dites des pauvres ne sauraient en principe convenir comme homes d'éducation.
2. Les établissements hospitaliers ne sont pas „un mal nécessaire“; ils seront indispensables aussi longtemps que, dans notre pays, nombre d'enfants ou d'adolescents vivent dans des familles où ils sont négligés pour cause d'incapacité des parents ou de détresse économique, ou ne sauraient être instruits et éduqués selon la manière habituelle pour cause de tares héréditaires ou de maladies qui les placent dans un état d'infériorité permanent.
3. Dans les établissements abritant plus de 70 élèves, il est recommandable de procéder à une triple division: section de triage et d'observation, section interne d'éducation pour enfants et adolescents ne pouvant être encore placés dans des familles, section d'assistance sociale méthodique à l'intention des élèves ayant quitté l'institution.
4. Un home d'observation commun doit être mis à la disposition des établissements de moindre importance. Il est absolument indispensable que le psychiâtre pour enfants et adolescents collabore efficacement avec le médecin de la maison.
5. La majorité des établissements d'éducation devraient s'efforcer de réaliser une communauté de travail encore plus étroite, dont le but serait une meilleure répartition du travail conformément aux besoins spéciaux de l'instruction et de l'éducation et des exigences propres à chaque genre d'apprentissage.
6. Il faut absolument arriver à ce que les directeurs d'établissements et le personnel obtiennent de meilleures conditions de traitements et de travail. Entre l'œuvre éducative et les travaux administratifs de la direction, il importe de créer des rapports mieux adaptés aux circonstances. Déjà, des séminaires pour l'étude de la pédagogie curative sont à la disposition des directeurs d'établissements et des instituteurs occupés dans ces derniers. A l'intention du personnel masculin des établissements, il faudrait créer des écoles sociales sur le modèle de celles existant déjà pour les femmes. Des cours de perfectionnement périodiques, tels qu'ils sont organisés

pour les directeurs d'établissements, devraient être introduits également pour le personnel de maison, le personnel agricole et celui travaillant dans les ateliers.

7. Les principes excellents qui font règle dans la famille pour l'éducation des enfants et des adolescents devraient être appliqués également dans l'organisation extérieure des établissements, ils devraient servir de directives pour la structure interne et la conduite des homes d'éducation.
8. Dans un esprit de collaboration loyale, les homes d'éducation devraient tenir leur comptabilité selon les mêmes principes; sur cette base, ils détermineraient le prix de revient pour l'entretien quotidien de chaque élève et fixeraient leurs prix selon des normes égales. L'encaissement des frais d'entretien demeure réservé de cas en cas et il s'adaptera aux possibilités économiques du protecteur de l'enfant ou de l'adolescent. Il est inadmissible qu'un établissement hospitalier se maintienne à l'aide du travail fourni par les élèves.
9. La surveillance des établissements d'hospitalisation de tous genres doit être confiée exclusivement à des inspecteurs de carrière individuellement responsables et possédant toutes les qualités requises.
10. La durée du séjour d'un enfant dans un établissement ne saurait, en principe, être déterminée d'avance, elle doit dépendre exclusivement de l'état de santé physique et morale de l'enfant et des possibilités d'éduquer ce dernier. L'hospitalisation d'un enfant ou d'un adolescent n'est pas synonyme de „placement forcé“ ou „d'abaissement“, puisqu'elle poursuit le même but que l'éducation en famille.

Les propositions et directives ainsi formulées par M. le prof. Hanselmann sont assez identiques, au point de vue de la teneur et de l'esprit, à celles qui avaient été présentées par M. Weber, directeur de l'Office tutélaire de Bâle; nous nous abstenons de les commenter, et nous contenterons d'en recommander la lecture tout comme celle des lois que l'électeur reçoit à la veille d'une votation; le fait est que ce premier congrès Pro Juventute n'avait d'autre but que de mettre le grand public au courant de la vraie situation régnant dans les établissements destinés à la jeunesse, situation que l'on prétend assimiler à une crise.

Pour ce qui nous concerne, nous avons la conviction qu'en fin de compte, cette „crise“ a son origine dans le fait qu'un nombre insuffisant de directeurs trop peu payés assument, dans des établissements manquant de bases financières solides, des tâches qu'avec la meilleure volonté du monde — et celle-ci ne fait pas défaut — ils ne pourront mener à chef qu'avec la participation vivante du public. Nous savons par expérience combien considérables sont les difficultés que rencontrent les éducateurs chargés du jour au lendemain d'un enfant séparé de sa famille — rappelons par exemple ce qui se passe actuellement avec nos jeunes amis venus de France! — Dans ces circonstances, chacun sera bien obligé de reconnaître que nos établissements hospitaliers ont à faire face à des obligations extrêmement difficiles.

Ces obligations ne pourront être utilement assumées que par une véritable élite de directeurs. Mais il est impossible de former une élite et de la maintenir lorsque les moyens sont insuffisants. Le jour viendra peut-être, et ce à plus ou moins longue échéance, où l'Etat devra être mis plus fortement à contribution au point de

vue financier; lorsque l'on exigera — et cela est une exigence minimum — que l'Etat mette à la disposition des enfants désavantagés moralement ou physiquement une somme pour le moins égale à celle qu'il consacre aux enfants sains de corps et d'esprit, que chacun veuille bien se rappeler les paroles suivantes de Pestalozzi:

„Le plus grand et le plus noble service que l'on puisse rendre à Dieu et aux hommes, c'est de manifester de la bonté à l'égard des êtres qui, aveuglés par leurs erreurs, abaissés par leur honte, revenus à l'état sauvage après la punition, ont plus que n'importe qui besoin de ménagements, de sentiments humains et d'amour, tout comme s'il s'agissait de malades gravement atteints, pour le rétablissement de leur nature détruite par la violence et de leur existence ravagée.“
B. K.

Das Problem der Jugendanstalten

Der nachfolgende Bericht über die dem Anstaltswesen gewidmete Pro Juventute-Tagung vom 24. und 25. November 1944 entnehmen wir dem Tagesanzeiger Zürich. Die kritischen Ausführungen des Reporters B. K. sind bemerkenswert auch deshalb, weil sie sich so sehr von der destruktiven Art einer gewissen, auf Sensation eingestellten Presse distanzieren.

F. O.

1. Die Lage.

Als bereits vor Monaten sensationelle Berichte aller Art von unhaltbaren Zuständen in unseren Jugendanstalten zu berichten wußten und ein Beispiel mindestens nicht nur zum Aufhören mahnte, sondern nach sofortiger Abhilfe schrie, wußte plötzlich jedermann: Wir haben eine Anstaltskrise! Daß dabei aber nicht erst seit Monaten, sondern schon seit Jahren, ja Jahrzehnten seitens verantwortungsbewußter Anstaltsleiter die verzweifeltsten Bemühungen, an die Öffentlichkeit zu dringen, unternommen worden waren, drang bei der allgemeinen Aufregung kaum ins öffentliche Bewußtsein. Wenn aber nicht weniger als 500 Anstaltsleiter und Hausmütter, Pfleger und Versorger und Mitglieder aller Behörden an der von der Gesellschaft „Pro Juventute“ veranstalteten Tagung teilnahmen, die das Anstaltsproblem zum Mittelpunkt gemacht hatte, so war, wie der Leiter der Veranstaltung, Prof. Hanselmann, in seinen Einführungsworten ausführte, allein schon diese starke Teilnahme ein Beweis, wie notwendig diese Tagung war.

Wesen, Sinn und Zweck der Jugendanstalt.

Wenn dabei als erster Referent E. Müller, der Leiter des Landheims Erlenhof bei Reinach, in seinen gründlich fundierten Ausführungen über Wesen, Sinn und Zweck der Jugendanstalt auf eine historische Entwicklung hinwies, die es mit sich brachte, daß unsere Anstalten allgemein hinter der Entwicklung des übrigen Lebensstandards zurückblieben, wenn er zeigte, wie das Prinzip der Selbsterhaltung langsam unseren Anstalten zum Verhängnis wurde, weil es nun einmal im 20. Jahrhundert nicht mehr möglich ist, Kinder, die eines Tages doch wieder einmal aus den Anstalten in die „freie Welt“ hinauskommen, nach den altväterisch puritanischen Grundsätzen des Anfangs des 19. Jahrhunderts zu erziehen, wenn er auf die Unentbehrlichkeit von Rüttlern und Mahnern wie C. A. Loosli hinwies, bewies das schon, daß man gerade in Anstaltskreisen alles andere als borniert konservativ ist, sondern selbst weiß, daß die Dinge in Fluß gehalten werden müssen.

Was für Kinder kommen denn in Anstalten? Alles mehr oder weniger erblich belastete oder

milieugeschädigte Kinder, die gerade in den ersten, so entscheidenden Jahren unfähigen Erziehern ausgesetzt waren. Wie ist also heute die Lage? Das gefährdete Kind wird regelmäßig erst zu spät erkannt, erst in der Schule, erst bei Scheidungen, erst nach dem Offenbaren seines unhaltbaren Zustandes, und bevor ein Kind in die Anstalt kommt, versucht man es ja erst immer mit der Spezialklasse, mit Familieneinweisung, und wenn es dann in die Anstalt kommt, ist es von vornherein über die Anstaltseinweisung erbittert. So ist also die psychologische Situation von vornherein schwer für das Kind, doppelt schwer jedoch auch für jene, die es nun erziehen sollen.

Wie steht es um die Anstaltsvorsteher?

Denn wie steht es heute, um bei der Hauptperson zu beginnen, nach Müller selbst um die Anstaltsvorsteher, diese „ungekrönten Anstaltskönige“. Sie sind nicht nur als Erzieher verantwortlich, sondern auch als Wirtschaftler, haben eine solche Vielfalt von Pflichten zu erfüllen, daß nur „autoritäre Persönlichkeiten“ ihnen gewachsen sein können. So ist der Weg — wir sprechen mit Müller selbst — vom weisen Regenten zum Diktator gefährlich kurz. Nur bescheidenste Mittel stehen ihm zur Verfügung, er soll die höchste Gewalt ausüben und muß dabei äußerst selbstkritisch sein. Er hat keine isolierte Wohnung, er lebt aber in einer für Außenstehende schier unglaublichen Isolation von der übrigen Welt, hat regelmäßig nur eine äußerst bescheidene Besoldung und nur ganz ungenügende Ferien. „Unsere Forderung auf eine finanzielle und sonstige Besserstellung der Anstaltsvorsteher kommt den Kindern selbst zugute!“ erklärte Müller und darin muß ihm jedermann recht geben. Genau, wie die Öffentlichkeit es begriff, daß wir unsere Volksschullehrer anständig besolden müssen und daß Lehrer, die tagaus, tagein mit 20, 30, 40 normalen Kindern schon eine solche Plage haben, daß sie viel mehr Ferien brauchen, als man sie sonst jedem anderen zugesteht, sollten eben auch Anstaltsleiter, die heutzutage überhaupt keine „richtigen Ferien“, nämlich Ferien mit Frau und Kindern kennen, ganz andere Möglichkeiten bekommen auszuspannen, sich zu schulen, sich untereinander zu besprechen, statt jahraus, jahrein unter unbefriedigenden finanziellen Verhältnissen ein Uebermaß von Arbeit und Verantwortung zu tragen, dem nur ganz exzeptionelle Charaktere und Kapazitäten gewachsen wären. Kontakt mit der Welt, Distanz von der Anstalt, Kurse außerhalb der Anstalt für Leiter und Personal — wie?

Das sei doch selbstverständlich! Vielleicht. Aber bisher ist das alles nur ein schöner Traum.

Die Anstalten sollten Heime sein!

Leider gleichen sie nur allzu oft wahren Jugendgefängnissen, denen es an Raum, an wohnlichen Zimmern, an Lehrmitteln, an hygienischen Einrichtungen fehlt! „Die Ordnung ist ja nur eine Funktion der Erziehung, wo sie Selbstzweck wird, kann sie sehr gefährlich werden, und das zu schöne Heim, das man nur zu gern als Schreckbild an die Wand malt, weil die Kinder es später ja doch nicht ‚so‘ bekommen könnten, bedeutet keine Gefahr!“ Ganz mit Recht wies Müller gerade hier darauf hin, daß Menschen aus guten und besten Verhältnissen sich, plötzlich vis-à-vis du rien gestellt, meist viel besser durchhalten als andere und wenn auch die Landwirtschaftsbetriebe, die heute den meisten Anstalten angegliedert sind, als Erlebnismöglichkeit und pädagogisches und wirtschaftliches Hilfsmittel sehr gut seien, seien sie als Selbstzweck doch sehr gefährlich! Ebenso wenig wie alle anderen Kinder aller anderen Eltern sich selbst erhalten müssen, dürfen doch auch Anstaltskinder einen Anspruch darauf erheben, erhalten zu werden, und wenn Anstalten als Selbsterhaltungs- oder gar Rentabilitätsbetriebe aufgezogen werden, kann es eben nicht gut enden. Wenn bereits Müller mehr Mittel für die Anstaltskinder forderte, hatte er dafür auch eine — und es gibt noch andere — sehr überzeugende Begründung! „Was wir wollen“, sagte er, „ist ja eine Steigerung unserer Leistungsfähigkeit. Man gebe uns Mittel zum Aufbau, zur Entwicklung, zur Stärkung der Position gefährdeter Menschen!“

Und hier wollen wir uns selbst einschalten. Das Bild der Lage, das sich aus dieser Tagung ganz klar zeigte, ist einfach das: Wir brauchten für unsere Anstaltskinder, die größtenteils unverschuldet, benachteiligte, vernachlässigte, erblich schwer belastete Kinder sind, eine wahre Elite von Erziehern und besonders gute, gesunde und wirtschaftlich ausreichend fundierte Heime. Was wir haben, sieht trotz viel guten Willens, trotz mancher Anstrengungen nicht immer sehr rosig aus, aber eine Besserung ist nur zu erwarten, wenn die Öffentlichkeit hier moralisch dieselbe Anstrengung unternimmt, die sie beispielsweise der Hebung unseres Schulwesens angedeihen ließ, und wenn sie finanziell dieselben Opfer zu tragen gewillt ist, die sie beispielsweise für die Bekämpfung der Tuberkulose oder der Tierseuchen auf sich nahm!

2. Anstalt und Öffentlichkeit.

Hatte schon das erste Referat mindestens in einer Beziehung, nämlich in Hinsicht auf das finanzielle Versagen der Öffentlichkeit unseren Anstalten gegenüber einige Aufklärung gebracht, vertiefte das folgende Referat **Professor Hanselmans** mit seiner Kritik an der Anstaltskritik noch viel mehr den Eindruck: Die Öffentlichkeit muß mehr als bisher von den Anstalten erfahren. Deshalb forderte Hanselmann bessere Beziehungen zwischen Anstalten und

Oeffentlichkeit. So gefährlich auch gerade die Anstaltskinder als „Zeugen“ seien, so gefährlich durch Suggestivfragen erschlichene Kinderausagen seien, so gewiß müsse man dem Kind zugestehen, daß es berechtigt sei, über sein Leben auszusagen und gehört zu werden. Vor allem richtete aber Hanselmann gerade der ungerechten Kritik halber, die an Hand von „erschlichenen“ Aussagen von ungerechten Kritikern gegen Anstalten erhoben wurden, an die Anstaltsleiter selbst den Appell, ihren Kindern ohne Instanzenweg jederzeit die freie Aussprache zu ermöglichen! „Freilich“, sagte Hanselmann, „gerade der Anstaltsleiter ist als autoritärer Diktator gefährdet, seine Stellung verleitet zur Selbstgerechtigkeit, erschwert ihm die Selbstkritik. Er braucht aber Kritik, braucht die Kritik der Kollegen, braucht sogar die Kritik seines Personals!“ Doch wie steht es mit den Aufsichtskommissionen? Gerade der nicht gutwillige Anstaltsleiter, sagte Hanselmann, versteht es am besten, mit den Kommissionen zurechtzukommen. Gute Leute, sagt er, aber sie verstehen nichts, darum füttere die Bestie gut! Eine bittere Wahrheit? Vielleicht! Aber eine heilsame, und wenn Hanselmann erklärte, es sei eben Usus geworden, die Kommissionen mit einem Festessen zu beglücken, statt sie zu den Erziehern und Kindern an die Tische zu setzen, damit sie selbst einmal merkten, wie es ist, wenn man nur Blechteller und ungenügendes Besteck hat, beleuchtet er ein Uebel, das vielleicht sogar nicht nur unsere Jugendanstalten angeht.

Erziehung kostet Geld!

Und genau wie Müller gelangte auch Hanselmann zur Erklärung: Erziehung kostet Geld! „Kein Vater denkt daran“, sagte er, „daß die Kinder die Familie erhalten könnten, aber es gibt immer wieder Kommissionsmitglieder, die erklären, die Kinder sollten mehr arbeiten, man müsse mehr sparen, ein frisches Hemd alle vierzehn Tage tue es auch.“ Und vielleicht war es einer der fundamentalsten Sätze der ganzen Tagung, die jeder von uns Glücklichen, deren Kinder in keiner Anstalt leben müssen, sich hinter die Ohren schreiben sollte: „Was man dem eigenen Kinde gönnt, sollte man auch den Anstaltskindern zugutekommen lassen! Denn die Anstaltskinder sind ja meistens benachteiligte Kinder und wir müßten ihnen eigentlich mehr als unseren eigenen Kindern geben!“ Wenn Hanselmann dann gerade auf Grund der unbefriedigenden Kontrolle, die von den Kommissionen nur allzu oft geübt wurde, dazu kam, zu fordern, daß statt der Kommissionen ein eigentliches **Berufsinspektorat** einzurichten sei, daß nicht anstaltsfremde und müde, aber ehrbare alte Herren und Damen im Ehrenamt, sondern vollamtlich mit der Anstaltskontrolle beschäftigte, berufene Fachleute diese Arbeit leisten sollten, hatte er ein überzeugendes Exempel anzuführen: Die Rechnungsrevisoren! Denn genau so, wie es sich im Geschäftsleben einbürgerte, daß die Buchführungen von berufsmäßigen Rechnungsrevisoren kontrolliert werden, müßte es eben auch auf diesem Gebiet sein, daß

mit der Sache vertraute Inspektoren die Anstalten kontrollierten, Leute, die nicht nur einmal kurz auf einen flüchtigen Besuch kämen, sondern Berufsinspektoren, die tagelang bleiben, mit den Kindern arbeiten, spielen und essen, mit den Lehrern, mit dem Personal und den Leitern reden könnten!

Die Stimme einer Frau.

Nach diesen Ausführungen eines selbst die Gefahren des Anstaltslebens zur Genüge kennenden Fachmannes war es dann ausnehmend erfreulich, die Stimme einer Frau zu hören, die nach langer Tätigkeit als Hausmutter des Schaffhauser Waisenhauses eine Seite des Anstaltslebens beleuchtete, die vielleicht in Hinsicht auf die Kinder die allerwichtigste ist — die Rolle der Frauen in den Anstalten. Wir müssen es uns versagen, den Bericht von Frau **Mina Schmutz-Keller** in extenso wiederzugeben. Einige Gedanken daraus mögen genügen. So wie die Familie einen Vater und die Mutter braucht, brauchen eben auch unsere Anstalten neben den Leitern die Hausmütter. Die Kinder brauchen eben auch in den Anstalten ihr „Familienleben“, ihre Stube, in die jedes ungefragt und ohne zu bitten jederzeit eintreten und mit der Mutter reden könne, denn wer erziehen wolle, müsse eben erst einmal im Kinde das Gefühl wecken, geliebt zu werden und lieben zu dürfen! Welcher Art Persönlichkeiten unsere Anstalten brauchen, daß solche Persönlichkeiten nicht oder nur ganz ausnahmsweise gefunden werden können, solange es für einen einigermaßen tüchtigen Menschen nicht verlockend sein kann, die dürftig bezahlte „Anstaltskarriere“ zu ergreifen, zeigten dann aber gerade die Forderungen dieser Hausmütter an alle Hausmütter: da zu sein, um das Seelenbarometer ihrer Kinder zu kontrollieren! Nicht als Respektspersonen aufzutreten, sondern sich den Respekt ihrer Kinder erst einmal zu erwerben! Und wie hoch das Ziel ist, das dieser Frau für die Menschenerziehung ihrer Kinder vorschwebt, erhellt vielleicht am schönsten der Satz: „Man muß aus diesen Kindern Menschen machen, die sogar ihre Eltern verstehen können, die sie falsch erzogen!“ Denn das quälende Ressentiment von Anstaltskindern gegen ihre Eltern überträgt sich ja nur allzu oft auf die ganze menschliche Gesellschaft und gebiert dann jene unglückselige Mentalität vieler ehemaliger Anstaltszöglinge, die sie ständig in Opposition, ja geradezu in Rachegefühlen gegen die ganze Welt schwelgen läßt!

Grundsätzliches zur Reorganisation der Jugendanstalten.

Wenn nach diesem Exkurs in das Wesentlichste und doch am schwersten zu Formulierende dann **Dr. Siegfried** vom Zentralsekretariat Pro Juventute Grundsätzliches zur Reorganisation der Jugendanstalten ausführte, das mehr „technischen“ Charakter trug, können wir doch auch diese Fragen nicht unerwähnt lassen. Prinzipiell stellte Dr. Siegfried vor allem einmal fest, daß Anstalten weder schlechthin ein Uebel seien, noch gar ein sogenanntes notwendiges Uebel, sondern einfach eine Notwendigkeit, um die wir nie herumkommen

können. Aber während kein Mensch daran zweifle, daß beispielsweise Heime für taubstumme Kinder nötig seien, beginne der Streit schon bei der Frage, ob die sogenannten „Schwererziehbaren“ in Anstalten gehörten. Gewiß gäbe es zahlreiche Kinder, die erst durch Milieuschäden schwererziehbar wurden, nachdem ihre Eltern versagten, aber daneben seien aber auch zahlreiche andere zu finden, mit denen man weder daheim noch in den Schulen zurechtkomme. Nicht nur die wirklichen Waisen, die selbst in den Waisenhäusern höchstens 30 Prozent der Kinder ausmachten, sondern auch die Schwachbegabten gehörten eben zum Teil in Anstalten, und da sei es absolut notwendig, eine bessere Differenzierung der Anstalten zu schaffen. Unentbehrlich sei vor allem die Dreigliederung der Anstalten in sogenannte Durchgangsheime, wo die Kinder erst einmal beobachtet und beurteilt würden, in die eigentlichen Anstalten und die Externenkolonien. Auch hier aber stand die Frage der Finanzierung im Vordergrund, denn wenn eine Anstaltsleitung sich nicht nur mit den Kindern, sondern mehr noch mit den Finanzen abplagen müsse, gehe eben „der Schwung“ verloren. Soviel in den letzten Jahren auch für den Ausbau der Anstalten geschah, so wenig geschah für die Betriebe, wo nach wie vor Pflegegelder von 30 bis 35 Fr. für ein Kind genügen sollten. Ja es wurde bisher, wie der Referent feststellte, noch nicht einmal die Frage geprüft:

Was kostet ein Kind?

Wie? Das klingt unglaublich. Nein! So überraschend es auch klingen mag, weiß kein Mensch eigentlich, was man nun im allgemeinen für ein Kind rechnen sollte, und ebenso, wie Dr. Siegfried die Anstalten einmal aufforderte, doch die Frage zu prüfen, wieviel eigentlich berechnet werden müßte, stellte er eine andere, nicht minder berechnete Forderung an die Schulgemeinden, mindestens die Kosten pro Kind vom Staat zu verlangen, die er für jedes Primarschulkind jährlich ausbebe. Wurde damit gleich die Forderung verbunden, endlich auch einmal dazu zu kommen, von Staats wegen verbindliche Pflegesätze aufzustellen, um die sogenannten „Versorger“ in die Lage zu versetzen, nicht mehr nach der Billigkeit, sondern nach der Eignung eines Kindes für diese oder jene Anstalt ihre Wahl zu treffen, forderte Siegfried auch eine höhere Besoldung für die Anstaltslehrer! Und hier fragen wir die Öffentlichkeit: Wußten Sie, daß Anstaltslehrer schlechter besoldet sind und weniger Ferien haben als andere Lehrer? Wußten Sie, daß diese Lehrer, denen wir gerade unsere gefährdetsten Kinder anvertrauen müssen, ihre Posten so, wenn man es nicht gerade mit raren Idealisten zu tun hat, nur als Notversorgung ansehen können?

Es würde zu weit führen, hier auf alles einzugehen, was gerade in diesem letzten Referat vor der Diskussion noch beleuchtet wurde, die Schäden des Mißtrauens gegen Anstaltskinder, die unglücklichen Folgen des schlechten Kontaktes der Anstaltskinder mit der sogenannten Welt, das Ferienproblem der Anstaltskinder. Denn

so tausendfältig alle Nöte und Sorgen der gesunden Familie schon sind, noch viel krasser wirken sich dieselben Probleme in den Anstalten aus. „Die Anstalten sind kein Uebel — ein Uebel ist es, daß so viele Kinder nicht in ihren Familien leben dürfen“, schloß der Referent. „Wir müssen die Familie fördern, wir müssen gerechtere Löhne haben, wir sollten auch im Frieden eine Art Lohnausgleichskassen haben, damit Väter und Mütter nicht wie bisher jedem Rappen, jeder Verdienstmöglichkeit nachlaufen und darüber ihre Kinder vernachlässigen müssen. Und vor allem müssen wir die Anstalten verbessern, damit das Unglück, keine Familie zu haben, nicht zur Katastrophe für die Kinder wird!“

3. Postulate und Resultate.

Wollten wir hier noch auf die zahlreichen, teils sehr wertvollen Anregungen und Äußerungen eingehen, die aus den Kreisen der Anstaltsleiter, des Personals und der Versorger unserer Anstalten zur Sprache kamen, bliebe uns kein Raum mehr für das Fazit, das aus der Tagung gezogen wurde, auch wenn die Versammlung dann vorläufig auf eine Resolution verzichtete. Aber wir wollen noch die 10 Vorschläge Prof. Hanselmanns gekürzt publizieren, die als eine Art genereller Erkenntnis und Postulat zugleich das Nachdenken lohnen. Sie lauten:

1. Die Erziehungsanstalten in der Schweiz stehen bewußt im Dienste der Förderung der Volkswohlfahrt. Darum hat die Öffentlichkeit das Recht und die Pflicht, die Beschaffung der Mittel zur immer besseren Ausgestaltung der Erziehungsheime gemäß dem heutigen Stande der wissenschaftlichen Erkenntnisse in der Heilpädagogik, in der sozialen Fürsorge und in der Medizin nachhaltig zu unterstützen. Das sogenannte Armenhaus eignet sich grundsätzlich nicht als Erziehungsheim.
2. Die Erziehungsanstalt ist nicht ein „notwendiges Uebel“, sondern so lange eine unumgängliche Notwendigkeit, als das Uebel in unserm Lande besteht, daß viele Kinder und Jugendliche entweder in einer untüchtigen oder wirtschaftlich notleidenden Familie verwahrlosen oder auf Grund von erbten Anlagemängeln oder durch Krankheit erworbenen Dauerschäden nicht auf dem gewöhnlichen Wege unterrichtet oder erzogen werden können.
3. Für große Erziehungsheime mit über 70 Zöglingen empfiehlt sich die dreifache Gliederung der Anstalt in eine Sichtungs- und Beobachtungsabteilung, in eine interne Erziehungsabteilung für noch nicht zur Familienunterbringung geeignete Kinder und Jugendliche und in eine Abteilung der planmäßig nachgehenden Fürsorge für entlassene Zöglinge.
4. Für kleinere Erziehungsheime soll ein gemeinsames Beobachtungsheim zur Verfügung stehen. Die Mitwirkung des Kinder- und Jugendpsychiaters neben der Mitwirkung des Hausarztes ist ein dringliches Erfordernis.
5. Die große Zahl der Erziehungsheime soll eine noch engere Arbeitsgemeinschaft anstreben, deren Zweck es ist, eine bessere Arbeitseinteilung gemäß den besonderen unterrichtlichen und erzieherischen Bedürfnissen und den verschiedenen Ansprüchen der Berufslehre herbeizuführen.
6. Für die Anstaltsleiter und für das Anstaltspersonal sind bessere Anstellungs- und Arbeitsbedingungen dringlich anzustreben. Zwischen den Erziehungs- und Verwaltungsarbeiten des Anstaltsleiters soll ein zweckdienlicheres Verhältnis geschaffen werden. Für Anstaltsleiter und Anstaltslehrer stehen heilpädagogische Seminarien bereits zur Verfügung. Für das männliche Anstaltspersonal sollen nach dem Vorbild der sozialen Frauenschulen soziale Männer Schulen eingerichtet werden. Periodische Fortbildungskurse, wie sie für die Leiter von Erziehungsheimen bereits bestehen, sind auch für die Mitarbeiter in der Haus- und Landwirtschaft und in den Werkstätten dringend wünschenswert.
7. Die bewährten Grundsätze für die Erziehung und Pflege der Kinder und Jugendlichen in der eigenen Familie sollen auch als Maßstäbe für die äußere Einrichtung der Anstalten gelten und zur Richtschnur für die innere Ausgestaltung und Führung der Erziehungsheime werden.
8. Die verschiedenen Erziehungsheime sollen in gegenseitiger Loyalität gleiche Buchungs- und Buchhaltungsgrundsätze anwenden und auf dieser Grundlage die Selbstkosten des Zöglingstages berechnen und die Pflegeansätze einander angleichen. Die Beschaffung des Pflegegeldes bleibt von Fall zu Fall vorbehalten und ist den Leistungsmöglichkeiten der Versorger eines Kindes oder Jugendlichen anzupassen. Ein Erziehungsheim darf niemals seine Selbsterhaltung durch die Zöglingsarbeit anstreben.
9. Zur Beaufsichtigung von Erziehungsheimen aller Art und Größe sind allein sachkundige, persönlich verantwortliche und berufsmäßig tätige Inspektoren geeignet.
10. Die Aufenthaltsdauer eines Zöglings im Erziehungsheim ist grundsätzlich nicht im voraus zu befristen, sondern ausschließlich vom körperlich-seelischen Gesundheitszustand und vom Grad seiner Erziehbarkeit abhängig zu machen. Die Einweisung eines Jugendlichen bedeutet nicht eine „Versorgung“ oder „Versenkung“, sondern sie hat das gleiche Ziel wie die Familienerziehung.

Wenn wir diesen Vorschlägen oder Richtlinien von Prof. Hanselmann, die sich inhaltlich und dem Geiste nach weitgehend mit Vorschlägen deckten, die der Basler Vorsteher der Vormundschaftsbehörde, Weber, vortrug, unsererseits keine Kommentare mitgeben wollen, sondern sie nur jedem Bürger genau so zur Lektüre empfehlen, wie es bei Gesetzesvorlagen geschieht, die einem vor der Abstimmung unterbreitet werden, liegt das daran, daß dieser erste Kongreß von „Pro Juventute“ eben nur ein erster Versuch war, die Öffentlichkeit sozusagen „privat“ mit dem wahren Gesicht einer Situation im Anstaltswesen für die Jugendlichen vertraut zu machen, die heute als „Anstaltskrise“ bezeichnet wird.

Wir gelangten unsererseits allerdings zur Ueberzeugung, daß diese „Krise“ letzten Endes darin wurzelt, daß wir alle einer viel zu kleinen Zahl viel zu ungenügend bezahlter Leiter viel zu schlecht dotierter Anstalten Aufgaben überbanden, die bei allem guten Willen — und der ist bestimmt vorhanden! — nicht ohne die lebendige Teilnahme der Öffentlichkeit gelöst werden können. Wer von uns sah und erlebte, wie enorm die Schwierigkeiten sind, die jedes aus

Dans votre établissement utilisez nos **formulaires de certificats!**

Ils sont pratiques, conviennent à toutes les catégories de personnel et facilitent la tâche de la direction.
Prix fr. 3.— les 20 expl. resp. fr. 4.50 les 30 expl. **Editions Franz F. Oth, Zurich 8, Enzenbühlstr. 66**

einem geordneten Familienleben gerissene Kind, wie z. B. jetzt gerade unsere kleinen Gäste aus Frankreich seinen Betreuern bietet, wird kaum um die Erkenntnis herumkommen, daß die Anstalten schwerste Aufgaben zu lösen haben.

Für unsere Anstalten brauchen wir unbedingt eine Elite von Anstaltsleitern, um all den großen und schweren Aufgaben gerecht zu werden. Eine Elite aber kann man nicht mit ungenügenden Mitteln heranbilden und halten! Wenn darum über kurz oder lang stärkere finanzielle Anforderungen an den Staatssäckel gestellt werden müssen, wenn vor allem einmal, was eine Mini-

malforderung ist, der Staat dieselben Mittel, die er jedem gesunden Schulkinde zur Verfügung stellt, endlich auch einmal für die charakterlich oder gesundheitlich benachteiligten Kinder bewilligen muß, möge jeder verantwortungsbewußte Bürger daran denken, was schon Pestalozzi sagte:

„Es ist kein Gottesdienst und kein Menschendienst größer und edler als die Güte, die man gegen Menschen ausübt, welche, durch ihre Fehler verwirrt, durch ihre Schande erniedrigt, durch ihre Strafe verwildert, wie die gefährlichsten Kranken zur Wiederherstellung ihrer gewaltsam zerstörten Natur und ihres verheerten Daseins mehr als alle andern Menschen Schonung, Menschlichkeit und Liebe nötig haben!“ B. K.

Das Pestalozziheim Redlikon, Stäfa von Franz F. Otth

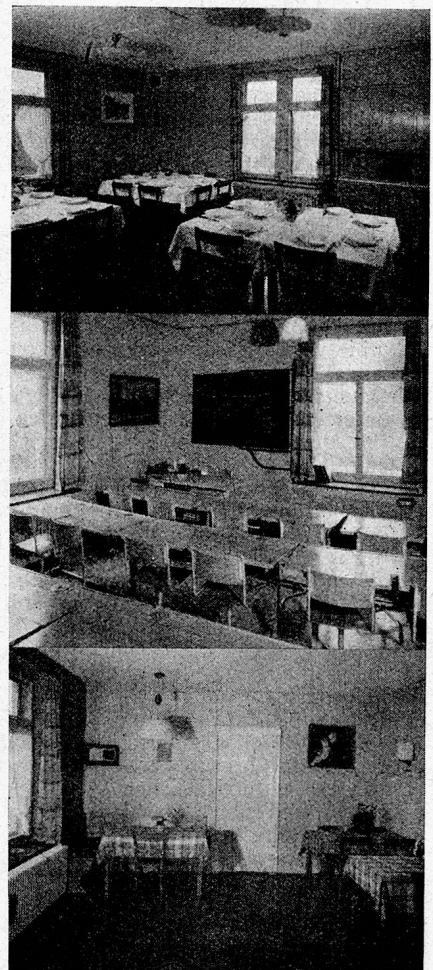
Das Fürsorgeamt der Stadt Zürich hat alljährlich die Aufgabe ca. 100 schulpflichtige Mädchen, die psychisch und physisch vernachlässigt sind, und einer Spezialerziehung bedürfen zu placieren. Mangels spezieller Heime und geeigneten Familienplätzen mußten bisher viele dieser Schützlinge außerhalb des Kantons Zürich untergebracht werden. Für diese Mädchen bedeutete jedoch eine Versetzung in ein völlig fremdes Schulumilieu mit andern Unterrichtsmethoden stets einen fühlbaren Nachteil. Für die Eltern war die Trennung besonders schmerzlich, weil es ihnen aus finanziellen Gründen nicht oder ganz selten möglich war, ihre entfernt untergebrachten Kinder zu besuchen. Alle diese Gründe bewogen die Armenpflege, der städtischen Behörde den Vorschlag für die Schaffung eines Mädchenheimes zu unterbreiten. Auf Antrag von Stadtrat Dr. Ziegler kaufte die Stadt eine hierfür gut geeignete Liegenschaft in Stäfa-Redlikon zum Preise von Fr. 115 000.— incl. Inventar. Die bauliche Ausgestaltung und Innenausstattung beanspruchte einen Kredit von Fr. 142 000.—.

Trotz Materialschwierigkeiten und Mangel an Arbeitskräften wurde es möglich, das am 1. Juni begonnene Werk bereits auf den 1. November 1944 fertigzustellen und dem Betrieb zu übergeben. Das Haus steht in schöner, sonniger Lage und bietet einen prächtigen Ausblick aus den südlich gerichteten Fenstern. Ein großer Baum- und Nutzgarten umgibt das Haus. Die sorgfältige Inneneinrichtung ist schön abgestimmt und vermittelt eine Traulichkeit, die den Kindern fühlbar sein wird.

Unsere Illustrationen geben einen Einblick in die zweckmäßigen Räume. Im Heimatstil sind die naturfarbenen Holzbetten mit den blaugewürfelten Bettdecken, schöngeformt auch die Möbel der andern Räumlichkeiten. Das Haus umfaßt zwei Stockwerke und einen gutausgebauten Dachstock. Im Untergeschoß befinden sich die praktisch eingerichtete, geräumige Küche mit ESSE-Herd und Speiselift, ferner die Vorratsräume, ein Duschen- und Baderaum, eine zweckmäßig installierte Waschküche, sowie (mit separatem Eingang) der Schuhputz- und Fußwaschraum. Im Parterre sind die zwei Schulstuben, sowie, durch Schiebetüre getrennt, die Eß- und

Aufenthaltsräume. Der erste Stock enthält die Schlafzimmer mit je 4—5 Betten und eine zweckmäßig eingerichtete Verwalterwohnung. Im Dachgeschoß sind weitere 4 Schlafzimmer untergebracht.

Das Heim bietet Platz für 30 Mädchen im Alter von 7—15 Jahren, die daselbst den obligatorischen Schulunterricht absolvieren. Dieser wird erteilt vom Hausvater und einer dipl. Lehrerin und es wird darauf speziell Bedacht genommen, daß jedes Kind eine individuelle Betreuung erhält. Die Leitung des Heimes liegt in den Hän-



Die Hauptansicht des Heimes befindet sich auf dem Titelblatt